11 février 2019

Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 25 mai 2016 en vue du bouclement de 15 crédits d'études et de réalisations terminés ou abandonnés, soit:

- Délibération I: bouclement de neuf crédits terminés avec l'ouverture de cinq crédits complémentaires d'un montant total brut de 1 234 655,12 francs, destinés à couvrir les dépenses supplémentaires;**
- Délibérations II et III: bouclement de six crédits abandonnés sans demande de crédit complémentaire.**

Rapport de M. François Mireval.

La proposition PR-1187 a été renvoyée à la commission des finances par le Conseil municipal lors de la séance du 27 juin 2016. La commission l'a étudiée lors de sa séance du 24 janvier 2017, sous la présidence de M. Daniel Sormanni. Les notes de séance ont été prises par M. Jorge Gajardo, que le rapporteur remercie chaleureusement pour l'excellente qualité de son travail.

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

(Crédits de réalisations terminés avec demandes de crédits complémentaires)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif, en vue du bouclement de neuf crédits d'études et de réalisations terminés, cinq crédits complémentaires pour un montant total brut de 1 234 655,12 francs destiné à couvrir les dépenses supplémentaires, soit:

- 410 099,19 francs pour les études et la réalisation de la réhabilitation des installations de ventilation et de chauffage du Musée Rath situé place de Neuve 1 (proposition PR-117 votée le 15 janvier 2002, proposition PR-536 votée le 5 juin 2007 et proposition PR-639 votée le 1^{er} décembre 2009);

- 568 729,90 francs brut pour les études et la réalisation de l’agrandissement et la transformation de l’espace de vie enfantine Le Gazouillis situé rue Lamartine 2 (proposition PR-495/9 votée le 20 mars 2007; proposition PR-652/7 votée le 23 juin 2009 et proposition PR-804/1 votée le 23 mai 2011);
- 56 722,92 francs brut pour la construction et la rénovation de collecteurs de l’avenue du Mail (proposition PR-753/3 votée le 23 mai 2011);
- 72 419,90 francs pour l’installation d’un système de réduction et de régulation de tension de l’éclairage public (proposition PR-694/2 votée le 16 septembre 2009);
- 126 683,21 francs brut pour la reconstruction d’une passerelle et de collecteurs situés au bois de la Bâtie (proposition PR-367 votée le 10 novembre 1998);

Art. 2. – Les dépenses complémentaires prévues à l’article premier seront portées à l’actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif. Pour chaque objet, la dépense supplémentaire sera amortie sur la durée d’amortissement restante de la réalisation.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

(Crédits d’études abandonnés sans demande de crédit complémentaire)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l’article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l’administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Les deux crédits d’études suivants:

- 250 000 francs pour l’étude de rénovation de la cuisine du Café de l’Hôtel-de-Ville, sis Grand-Rue 39, moins une dépense de 230 421,86 francs (proposition PR-1002/4 votée le 15 janvier 2013);
- 6 500 000 francs brut pour l’étude de construction d’une nouvelle caserne de pompiers (SIS), sise route des Batailleux 3, moins une dépense de 802 984,20 francs brut (proposition PR-933 votée le 22 février 2012);

sont abandonnés et bouclés sans demande de crédit complémentaire.

Art. 2. – Les dépenses mentionnées à l’article premier seront amorties en une annuité qui figurera au budget 2017 de la Ville de Genève.

PROJET DE DÉLIBÉRATION III
(Crédits d'études abandonnés sans aucune dépense)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article unique. – Les quatre crédits d'études suivants:

- 23 000 francs pour l'étude de mise en conformité des installations techniques de la Maison des arts du Grütli, sise rue du Général-Dufour 16 (proposition PR-495/8 votée le 20 mars 2007);
- 200 000 francs pour l'étude de réaménagement des locaux du Service de l'état civil, sis rue de la Mairie 37 (proposition PR-1054/4 votée le 21 mai 2014);
- 200 000 francs pour l'étude d'aménagement de vestiaires féminins dans les locaux de la Voirie et du SEVE (proposition PR-1054/6 votée le 21 mai 2014);
- 150 000 francs pour l'étude de réaménagement des locaux du rez de l'immeuble administratif sis rue de l'Hôtel-de-Ville 5 (proposition PR-911/16 votée le 13 décembre 2011)

sont abandonnés et bouclés, sans dépense.

Séance du 24 janvier 2017

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif en charge du département des constructions et de l'aménagement (DCA), accompagné de M. Claude-Alain Macherel, codirecteur du département

Introduisant la proposition, M. Macherel rappelle que la loi sur l'administration des communes (LAC) oblige le Conseil administratif à repasser devant le Conseil municipal en cas de dépassement de crédits. Sur 157 crédits bouclés en 2014 et 2015, 142 se terminent sans dépassement, et 15 font l'objet d'un supplément de crédit. En 2014, sur un total de 169,8 millions de crédits votés, la dépense nette est de 151,5 millions. En tenant compte des 2,9 millions des 15 crédits en dépassements, il reste donc une marge de 10,7% de non-dépensé, qui s'explique le plus souvent par des raisons conjoncturelles ou par les aléas des chantiers. Bien entendu, les dépassements seraient moins nombreux si les demandes de crédits étaient calculées plus largement. A ce propos, M. Macherel souligne que le DCA a pour principe de présenter des demandes de crédits calculées au plus près des

dépenses prévues, c'est ce qui explique le faible nombre de dépassements. La grande majorité des crédits sont bouclés sans crédit complémentaire. Ils figurent dans les comptes municipaux. M. Pagani insiste à nouveau sur les effets conjoncturels, qui se répercutent sur les coûts des investissements. Il estime qu'il serait catastrophique d'interpréter la marge de 10% comme une autorisation de tailler dans les demandes de crédits. S'agissant des boucllements de l'année 2016 (129 millions de crédits votés, 113 millions dépensés net, 16 millions non dépensés), M. Macherel explique que le montant de la délibération I, soit 1,2 million, se réfère à 5 objets. Les délibérations II et III concernent des crédits d'études abandonnés, respectivement avec dépenses sans crédit complémentaire, et sans aucune dépense. Ces deux délibérations ne sont pas contraignantes du point de vue de la LAC, mais répondent à une motion municipale (M-664).

La commission passe en revue les objets mentionnés dans la proposition PR-1187. S'agissant des crédits d'études abandonnés, car pris en charge en interne, un commissaire demande une explication. M. Macherel explique qu'à titre personnel, il ne voit pas l'utilité de présenter des crédits *package* avec des séries de petits objets. En effet, lorsqu'il s'agit de petits objets sans grand enjeu, on gagne parfois du temps à se passer d'un mandataire externe et à demander des devis de gré à gré. Les travaux sont alors attribués en interne, dans le cadre de la rubrique budgétaire 318. M. Pagani demande au Conseil municipal de ne pas toucher à la rubrique 318 du projet de budget. Un commissaire intervient pour expliquer qu'une partie du Conseil municipal souhaite que les études soient faites en interne, sans mandataire. Il estime que le DCA dispose de nombreux architectes. M. Pagani réplique que cela n'est pas possible sur des objets et situations délicats. Les collaborateurs et collaboratrices du DCA n'ont pas toujours les compétences nécessaires, et il n'est pas envisageable de les extraire de leurs tâches courantes (entretien, surveillances de chantier...) pour se consacrer entièrement, pendant une semaine ou plus, à des projets. Certains ont cru à tort qu'on pouvait mener des études en interne pour le Musée Rath. Une commissaire fait observer que l'étude pour l'aménagement de l'île Rousseau a été menée en interne. M. Pagani répond que pour l'île Rousseau, les services de la Ville se sont contentés de faire un projet minimaliste. Par contre, les services municipaux n'ont pas pris en charge l'étude sur le pavillon.

Sur demande d'un commissaire, M. Macherel confirme que les amortissements sont comptabilisés dans les comptes, sur la base des dépenses effectives. Il confirme également que les queues de crédits peuvent parfaitement disparaître du PFI dès lors qu'on sait qu'il n'y aura pas d'autre dépense. Il rappelle qu'à l'arrivée de M. Pagani, le DCA a bouclé des centaines de crédits qui traînaient depuis des années en violation de la LAC. M. Pagani souligne que, contrairement à des pratiques précédentes, il interdit à l'administration d'utiliser les queues de crédits pour d'autres choses.

Un commissaire demande si l'exercice du boucllement a une quelconque incidence financière. M. Macherel répond que le Conseil municipal vote avec les propositions de boucllement, des actes administratifs. Un autre commissaire répond que le boucllement a en tout cas une incidence comptable sur le montant des investissements et des amortissements.

Une commissaire demande des nouvelles du Café de l'Hôtel-de-Ville. M. Pagani répond que depuis le refus de la demande de crédit par le Conseil municipal, le café continue son exploitation. Il estime que la balle est dans le camp du Service d'hygiène cantonal.

Votes

Le président soumet à l'approbation de la commission des finances la délibération I de la proposition PR-1187: la délibération I est approuvée à l'unanimité.

Le président soumet à l'approbation de la commission des finances la délibération II de la proposition PR-1187: la délibération II est approuvée à l'unanimité.

Le président soumet à l'approbation de la commission des finances la délibération III de la proposition PR-1187: la délibération III est approuvée à l'unanimité.

Le président soumet à l'approbation de la commission des finances la proposition PR-1187: la proposition PR-1187 est approuvée à l'unanimité.